



Berne, février 2019

Pauline Robert

Inde



1 Informations générales¹

Surface:	3'287'590 km ²	(Suisse : 41'290 km ²)
Capitale:	New Delhi	
Population:	1.3 milliard (estimation 2018)	
Croissance de la population:	1.14% (estimation 2018)	
Président:	Shri Ram Nath Kovind	
Premier ministre:	Narendra Modi	
Ministre des finances:	Shri Arun Jaitley	
Ministre des affaires étrangères:	Smt. Sushma Swaraj	
Ministre du commerce et de l'industrie:	Smt. Suresh Prabhu	
Chef de la banque centrale:	Shaktikanta Das	

1.1 Indicateurs économiques importants²

	2017	2018	2019	2020	CH2018
PIB (USD mia. prix courants)	2'607	2'846	3'132	3'444	709.1
PIB/habitant (USD prix courants)	1'965	2'117	2'299	2'495	83'583
Croissance (en % du PIB)	7.5	7.6	7.7	7.7	3.0
Taux d'inflation (%)	5.4	5.1	4.9	4.9	0.9
Taux de chômage (%) ³	N/A	N/A	N/A	N/A	2.6
Balance courante (en % du PIB)	-2.0	-2.4	2.5	-2.5	10.2
Balance commerciale (en % du PIB) ³	-148.1	-184.1	-174.5	-168.5	0.9
Dette extérieure (USD mia.) ³	513.2	556.0	592.5	622.3	40.2
Dette publique (en % du PIB)	62.8	61.7	60.5	59.3	48.4
Réserves internationales (USD mia.) ³	409.8	396.1	417.3	433.8	-

= estimations

¹ CIA World Factbook, février 2019, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/in.html>

² IMF, [World Economic Outlook Database](#), février 2019

³ EIU, [Economist Intelligence Unit Report](#), février 2019

1.2 Commerce extérieur et investissements

Commerce de marchandises⁴

Exportations de marchandises :
USD 303.4 mia. (+9.8%)⁵

Importations de marchandises :
USD 465.6 mia. (+19.6%)

<i>Rang</i>	<i>Pays</i>	<i>Part (%)</i>	<i>Rang</i>	<i>Pays</i>	<i>Part (%)</i>
1	USA	16	1	Chine	16.0
2	EAU	9.2	2	USA	5.7
3	Hong Kong	4.8	3	EAU	4.6
4	Chine	4.3	4	Arabie Saoudite	4.7
5	Singapour	3.3	5	Suisse	4.1
47	Suisse	0.3			
	UE	19.0		UE	14.0

Année fiscale 2017-18 (avril 2017 – mars 2018)

Commerce de services⁶

Selon la Reserve Bank of India, les exportations de services ont augmenté (+5.7%) pour s'élever à USD 163.1 mia pour l'année fiscale 2017-18. Les importations ont également augmenté (+17.4%). Les services informatiques, d'affaires, de voyage et de transport, tout comme les services financiers et d'assurance, ont largement contribué aux exportations. Les importations sont principalement constituées des services d'affaires, de voyage, de transports, de services financiers et informatiques.

Le secteur du tourisme a confirmé la tendance positive avec un total de 10 millions de touristes (+15.6%) par rapport aux 8.8 enregistrés en 2016. L'organisation mondiale du tourisme (UNWTO) prévoit que l'Inde contribue à hauteur de 50 millions de touristes indiens dans le monde d'ici à 2020.⁷

Investissements⁸

Les investissements étrangers directs (FDI) en Inde sont en constante augmentation depuis 10 ans. Ils se situent ainsi à USD 44.8 mia pour l'année fiscale 2017-18, contre USD 5 mia en 2005-6. Selon les autorités indiennes, le stock total de capitaux étrangers (y inclus les bénéfiques réinvestis) en Inde s'élevait à USD 48.2 mia fin de l'année fiscale 2017-18 contre USD 60.1 pour 2016-17. Grâce aux réformes économiques, aux bons pronostics de croissance et à la libéralisation des secteurs ayant besoin d'investissements étrangers, les FDI contribuent à 2.5% du PIB indien).⁹

En ce qui concerne les investissements directs indiens, entre avril 2014 et avril 2017, les entreprises indiennes ont investi pour USD 33 mia à l'étranger, alors que les investissements prévus à l'étranger pour cette même période s'élèvent à USD 111.1 mia. Les plus importantes destinations d'investissements indiens directs sont l'Île Maurice, Singapour, les USA, les EAU, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suisse.

1.3 Situation économique

Malgré plus de la moitié du PIB produit par le secteur indien des services, lequel croît depuis plusieurs années, l'Inde reste très rurale: le secteur agricole contribue à hauteur de 15.4% au PIB indien alors qu'il emploie près de 53.8% de la main-d'œuvre totale. Le secteur de l'industrie, lui, contribue à 31.4% du PIB (19.3% de la main-d'œuvre totale) et le secteur des services à 53.2% (26.9% de la main-d'œuvre totale). Environ 70% de la population vit avec moins de USD 2 par jour et environ 30% est considérée comme « pauvre » par les autorités indiennes. Néanmoins, l'Inde se profile grâce à sa forte demande indigène. Une population jeune, un revenu en constante augmentation et l'entrepreneuriat constituent un grand potentiel économique. L'Inde est également de plus en plus intégrée au marché global.

⁴ Indian Ministry of Commerce and Industry, 2017-18

⁵ Idem

⁶ Reserve Bank of India

⁷ Business Standard, 8 janvier 2018.

⁸ Reserve Bank of India

⁹ Ministry of Commerce & Industry, Department of Industrial Policy & Promotion, FDI Statistics

Politique économique

La priorité du gouvernement Modi est l'amélioration des conditions-cadres de l'économie et d'amener l'Inde sur une tendance de croissance. Le gouvernement en place depuis 3 ans continue à relever de nombreux défis, comme la création d'emplois, l'amélioration de la compétitivité et la réduction de la pauvreté. L'inflation a augmenté de 3.3% en 2017-18, et le gouvernement essaie de limiter cette dernière (particulièrement l'inflation alimentaire) notamment grâce à une surveillance accrue, et une fourchette fixée à 2-6% pour les prochaines cinq années.

Le budget 2018-19 annoncé en février 2018 (dernier budget avant les élections de 2018 et 2019) a mis l'accent sur l'allocation de ressources dans la santé, l'agriculture, le développement rural, le développement de l'infrastructure, la formation, la création d'emplois, la restructuration des banques publiques, soutenant la formalisation et la transformation de l'économie indienne, et tout particulièrement d'améliorer les conditions de vie de la population. Un changement notoire est la baisse de l'impôt des entreprises indigènes (PME avec un chiffre d'affaires de USD 38 millions) à 25%, alors que les entreprises étrangères continueront de voir leurs bénéfices être taxés à hauteur de 40% de leurs bénéfices. Le gouvernement désire participer plus activement au développement du marché de capitaux pour augmenter les revenus fiscaux. Le gouvernement indien a annoncé de nouvelles taxes à l'importation sur les téléphones mobiles, les montres, les parfums et les bijoux, afin notamment de booster la campagne 'Make in India'. Le déficit fiscal pour l'année 2017-18 a été revu de 3.2% à 3.5% du PIB, ce qui est plus haut que le plafond de 3% du PIB originellement défini.

Le 8 novembre 2016, le gouvernement indien a mis en place du jour au lendemain une nouvelle réforme monétaire, le tout avec des mesures d'implantation strictes. Cette démonétisation avait pour but de renforcer la lutte contre l'argent noir, la corruption et le financement du terrorisme, à accélérer la transformation de l'économie informelle et à générer des revenus fiscaux dans le futur, notamment grâce à une base de contribuables élargie et accrue. L'effet à court et moyen terme de cette mesure s'est ressenti de manière négative sur le PIB, impactant le commerce de détail informel, l'agriculture et les secteurs industriels, ayant pour conséquence des pertes d'emplois dans ces secteurs, mais a eu un impact relativement neutre sur le déficit fiscal et a eu un effet positif sur les paiements numériques. Néanmoins, presque une année et demie après la démonétisation, les effets désirés ne sont pas aussi évidents et les résultats sont des plus mitigés.

La nouvelle loi sur la taxation des biens et des services (Goods and Services Tax (GST)), dont la phase d'implémentation devrait durer 2 ans, a été lancée le 1^{er} juillet 2017. Censée répondre au besoin d'uniformisation du système d'imposition indirecte du pays et rendre la conduite d'affaires plus attractive, elle constitue l'une des réformes fiscales les plus importantes de ces dernières années. Une année après son lancement, le secteur privé a obtenu des concessions du gouvernement sur la taxation de certaines catégories de produits, notamment le déclasserment de 150 produits taxés à 28% (sur 200 à l'origine). Néanmoins, le secteur privé continue à exiger des concessions.

Suite au ralentissement de la croissance (cf. ci-après) causé notamment par la démonétisation, le gouvernement indien a décidé de lancer en septembre 2017 un paquet de mesures visant à raviver la croissance économique, entre autres, des incitatifs fiscaux et des investissements publics dans de larges projets d'infrastructure, des incitatifs pour les exportateurs, ainsi que la libéralisation de certains marchés.

Situation conjoncturelle

Depuis la libéralisation du commerce et des investissements, l'économie indienne se montre plus prospère et plus réactive aux développements globaux, le pays a également réussi à instaurer une meilleure discipline fiscale afin d'assurer des conditions macroéconomiques stables. A ce jour, l'Inde est l'une des économies les plus performantes au monde. Après avoir souffert de la démonétisation de novembre 2016, la croissance a repris durant l'année fiscale 2017-18, s'élevant à 6.7%. Les prévisions pour les prochaines années s'élèvent à 7.6% de croissance par année (jusqu'en 2022-23). Cette forte croissance est rendue possible par une consommation privée robuste, et une reprise des investissements.

Défis et perspectives économiques

Néanmoins, un risque structurel de taille réside dans le fait que plus de 70% du secteur bancaire indien est composé de banques en mains publiques. En été 2017, les banques devaient augmenter leur part de capital propre à niveau de USD 14 mia afin de rétablir leur bilan. En octobre 2017, le gouvernement a donc annoncé une recapitalisation sans précédent des banques en mains publiques. En janvier 2018, le gouvernement a adopté un programme complet de réformes assorties de délais visant à améliorer l'accès et l'excellence du service et en été 2018, une société de gestion d'actifs a été mise en place afin de varier les fonds d'investissement.

Compétitivité internationale

4^{ème} plus grande économie au monde, le pays se situe au 100^{ème} rang sur 189 (+30 places) (Russie 40, Chine 78, Brésil 123) selon le Doing Business Report 2017 de la Banque mondiale. L'Inde a gagné 16 places sur le Global Competitiveness Index et se situe désormais à la 39^{ème} place (2016). Ainsi, elle se situe derrière des pays comme la Chine (28), mais devant la Russie (43) et le Brésil (81). L'Inde se situe à la 79^{ème} place du classement de corruption de Transparency International¹⁰.

1.4 Participation à des organisations économiques multilatérales / accords de libre-échange

Principaux processus/organisations internationaux:

BIS (Bank for International Settlements), **C** (Commonwealth), **CCC** (Customs Cooperation Council), **ESCAP** (UNO: Economic and Social Commission for Asia and the Pacific), **G20**, **IBRD** (International Bank for Reconstruction and Development), **IDA** (International Development Association), **IFC** (International Finance Cooperation), **ILO** (International Labor Organization), **IMF** (International Monetary Fund), **UNCTAD** (United Nations Conference on Trade and Development), **UNIDO** (United Nations Industrial Development Organization), **WB** (World Bank), **WIPO** (World Intellectual Property Organisation), **WTO** (World Trade Organization)

Principaux processus/organisations régionaux:

ADB (Asian Development Bank), **BIMSTEC** (Bay of Bengal Initiative for Multi-Sectoral Technical and Economic Cooperation), **SAARC** (South Asian Association for Regional Cooperation)

Accords de libre-échange en vigueur:

Régionaux: **ASEAN**, **MERCOSUR**;
Bilatéraux: Afghanistan, Bhoutan, Chili, Japon, Corée du Sud, Népal, Malaisie, Singapour, Sri Lanka et Thaïlande.
Membre de l'APTA (Asia Pacific Trade Agreement), du SAFTA (South Asia FTA) et du GSTP (Global System of Trade Preferences)

Accords de libre-échange en négociation: ¹¹

UE, **AELE**, **SACU** (Southern African Customs Union), **MERCOSUR**, **GCC** (Gulf Cooperation Council), Eurasian Economic Union (Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Arménie, Kyrgystan), Sri Lanka, Israël, Thaïlande, Île Maurice, Nouvelle-Zélande, Singapour, Chili, Canada, Indonésie, Australie.
Exploration de la possibilité de négociations avec l'Iran et le Pérou.
Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP)¹²

¹⁰ https://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2017#table

¹¹ Le processus en cours dans le cadre du BIMSTEC (Bay of Bengal Initiative for Multi-Sectoral Technical and Economic Cooperation) devrait déboucher sur un accord.

¹² L'ASEAN avec ses partenaires de libre-échange, la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Inde, l'Australie, et la Nouvelle-Zélande.

2 Relations économiques bilatérales

L'Inde est une des priorités de la politique économique extérieure suisse. La Commission économique mixte créée en 1959 a pour but de promouvoir un échange régulier sur les questions économiques. La reprise, en octobre 2016, des négociations de l'accord de libre-échange AELE-Inde débutés en 2008, contribue à intensifier les relations économiques bilatérales. Switzerland Global Enterprise (S-GE) est présente en Inde (à Mumbai) sous la forme d'un Swiss Business Hub (SBH). En collaboration avec la division économique de l'Ambassade de Suisse à Delhi, les deux consulats de Suisse à Mumbai et à Bangalore et les consuls honoraires à Chennai et Calcutta, le Hub dispose d'un réseau étendu œuvrant à la promotion des exportations et de la place économique suisses.

Grâce à la taille de son marché et aux compétences dans des domaines de technologies de pointe spécifiques, l'Inde offre un panel varié de possibilités de coopération et de développement pour les entreprises suisses. L'Inde est à la fois un marché pour les processus d'affaires¹³, mais également comme lieu de production, tout comme l'achat de composants. Malgré un environnement d'affaires relativement difficile, nombre d'entreprises suisses actives sur place sont satisfaites de leurs activités et planifient une expansion de leurs activités en Inde. Le potentiel de croissance en Inde, et ce dans presque tous les domaines, reste énorme. L'Ambassade, le Swiss Business Hub/Switzerland Global Enterprise, tout comme la Chambre de commerce Suisse-Inde soutiennent les entreprises suisses dans leur entrée sur le marché indien.

2.1 Accords économiques et Memorandum of Understanding (sélection)¹⁴

- [Traité d'amitié et d'établissement du 14 août 1948](#) (entré en vigueur le 5.5.1949)
- [Accord de coopération technique et scientifique](#) (entré en vigueur le 27.9.1966)
- [Convention du 2 novembre 1994 en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu \(avec prot. et. ac. amiable\)](#) (entrée en vigueur le 29.12.1994),
- [Accord sur la protection et la promotion des investissements du avril 1997](#) (entré en vigueur le 16.2.2002). L'Inde l'a résilié au 5.04.2016 et il est sorti de vigueur le 6.04.2017.
- [Accord relatif au trafic aérien de lignes](#) (entré en vigueur le 11.1.2002)
- [Accord relatif à la coopération scientifique et technologique du 10 novembre 2003](#) (entré en vigueur le 8.9.2004)
- [Memorandum of Understanding on Intellectual Property](#) (entré en vigueur le 7.8.2007)
- [Convention de sécurité sociale](#) (entrée en vigueur le 03.9.2009)
- [Memorandum of Understanding on Financial Dialogue](#) (entré en vigueur le 03.10.2011)
- [Accord sur l'échange automatique de renseignements](#) (EAR) (entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018 sous réserve d'approbation au parlement)

2.2 Commerce bilatéral¹⁵

Marchandises

Les exportations baissent depuis 2012 et alors que les importations avaient augmenté en 2016-2017, elles diminuent en 2018. En ce qui concerne le volume total d'échange, l'Inde se situe à la 9^{ème} place (-1 place). En 2018, la Suisse a exporté de l'or pour un montant total de 15.7 mia de francs suisses (contre 17.9 mia pour 2017) et en a importé pour 182.9 mio de francs suisses (contre 175.4 mio pour 2017). Ainsi, l'or et les métaux précieux sont les catégories de marchandises les plus exportées depuis la Suisse. Néanmoins, cet élément a une importance relative en termes de développement conjoncturel du fait que la Suisse n'est avant tout qu'un intermédiaire dans les échanges d'or.

La Suisse exporte aussi des machines, des produits pharmaceutiques et chimiques. En contrepartie, elle importe principalement des produits chimiques, des textiles, des métaux

¹³ Business Process Outsourcing (BPO) et Knowledge Process Outsourcing (KPO)

¹⁴ Pour une liste complète de tous les accords bilatéraux avec l'Inde : http://www.eda.admin.ch/eda/de/home/topics/intla/intrea/dbstv/data_c/c_423.html

¹⁵ Administration fédérale des douanes, février 2019.

précieux, des produits pharmaceutiques et des produits agricoles. L'Inde répond au profil typique d'un marché d'exportation, à l'exception de l'or.

Services

L'importance de l'Inde comme exportateur compétitif de services s'est accrue ces dernières années avec l'ouverture des marchés de services. Les processus d'autorisation restent longs et compliqués. Alors que les secteurs des technologies de l'information et des communications (TIC) ou encore le tourisme sont relativement ouverts aux entreprises étrangères, le secteur des services financiers reste fortement régulé, de même que les professions libérales. L'accès au marché, en particulier l'octroi de licences bancaires à des prestataires de services financiers étrangers n'est pas toujours transparent et peut demander beaucoup de temps. Les possibilités d'obtenir des parts dans des banques indiennes restent extrêmement limitées.

Le secteur indien des services prend de l'importance pour l'économie suisse, en particulier dans l'énergie verte, la transmission énergétique, l'énergie, l'alimentation, la santé, la logistique ou encore les technologies de l'information et de la communication (TIC). Un autre domaine important pour le commerce des services entre la Suisse et l'Inde est le domaine informatique. Les informaticiens sont souvent engagés par les grandes entreprises indiennes auxquels sont envoyés pour travailler sur des projets informatiques en Suisse. Par ailleurs, selon la BNS¹⁶, le total de volume d'échanges bilatéraux de services (services de tourisme exclus) se montait à CHF 644 mio.

2.2.1 Evolution du commerce bilatéral¹⁷

Année	Exportations (CHF mio.)	Variation annuelle (%)	Importations (CHF mio.)	Variation annuelle (%)	Solde (CHF mio.)	Volume d'échange (CHF mio.)	Variation annuelle(%)
1990	392.8	-2.9	268.2	8.6	106.5	661.0	•
1995	659.5	23.4	337.0	1.8	322.5	996.5	•
2000	655.6	28.1	600.6	27.0	55	1'256.2	•
2005	1'387.3	34.1	661.3	19.1	726	2'048.6	•
2010	2'563.8	18.9	1'008.9	26	1'554.9	3'572.7	20.9
2011	2'983.4	16.4	1'304.2	29.3	1'679.2	4'287.6	20.0
2012 ¹⁸	2'659.2	<i>Pas comparable*</i>	1'440.0	<i>Pas comparable*</i>	<i>Pas comparable*</i>	4'099.2	-4.4
2013	2'012.1	-24.3	1'525.8	6.0	486.4	3'537.9	-13.7
2014	19'341.7	-19.3	1'628.2	5.7	17'713.5	20'969.9	-17.8
2015	20'613.3	6.6	1'464.1	-10.1	19'149.2	22'077.3	5.3
2016	14'325.4	-30.5	1'477.9	0.9	12'847.5	15'803.3	-28.4
2017	19'510.8	36.2	1'617.2	9.4	17'893.6	21'128.0	33.7
2018 (prov.)	17'439.4	-10.6	1'834.5	13.4	15'604.9	19'273.9	-8.8
(Total 1)**	(1'727.5)	(5.0)	(1'669.4)	(14.7)	(58.1)	(3'396.9)	(9.8)
2019 (l)	855.2	-9.5	174.8	3.4	710.4	1'059.9	-7.6

*) A partir de 2012, modification de la méthode de calcul des importations (passage du pays de production au pays d'origine), ce qui rend parfois difficile la comparaison avec les années précédentes.

**) "Total conjoncture" (Total 1): sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

***) Variation (%) par rapport à la même période de l'année précédente.

¹⁶ <https://data.snb.ch/de/topics/aube#!/cube/bopserva>

¹⁷ Source: Administration fédérale des douanes (AF), statistique du commerce extérieur (2018). Total général (Total 2): avec l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes ainsi que les objets d'art et les antiquités.

¹⁸ **Chiffres du commerce incluant l'or, l'argent et les pièces de monnaie** : depuis le 1er janvier 2014, le commerce extérieur est comptabilisé avec l'or, l'argent, et les pièces de monnaie en fonction du pays et comme faisant partie intégrante de la statistique suisse du commerce extérieur (total 2) intégré sur la base de données Swiss-Impex. Par conséquent, les comparaisons entre 2014 et les années précédentes ne sont plus possibles.

2.2.2 Répartition par groupes de marchandises (avec or)

Exportations	2017		2018 (prov.)		
	% du total	mio. CHF	% du total	mio. CHF	Var. en % 2018/2017
1. Or, métaux précieux, bijouterie	91.6	17'866	90.1	15'713.0	-12.1
2. Machines	2.6	506.6	3.1	542.2	7.0
3. Produits chimiques	2.0	226.5	2.1	362.9	60.2
4. Produits pharmaceutiques	2.0	401.4	1.4	252.4	-37.1
5. Instruments optiques/médicaux	0.9	177.6	1.2	207.2	16.7

Importations	2017		2018 (prov.)		
	% du total	mio. CHF	% du total	mio. CHF	Var. en % 2018/2017
1. Produits chimiques	32.5	525.5	34.3	646.8	22.9
2. Textiles, vêtements, chaussures, parapluies	23.3	375.8	21.7	396.3	5.5
3. Or, métaux précieux et bijouterie	10.8	175.4	10.0	182.9	4.3
4. Produits agricoles	6.9	112.0	6.8	123.9	10.6
5. Machines	6.6	106.8	6.4	117.2	9.7

2.2.3 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)¹⁹

L'assurance suisse contre les risques à l'exportation classe l'Inde au niveau 3. (0 = aucun risque, 7 = risque le plus élevé).

2.3 Investissements directs²⁰

2.3.1 Investissements directs suisses en Inde

Selon les chiffres de la Reserve Bank of India, la Suisse a investi 4.3 mia de francs suisses d'avril 2000 à mars 2018, ce qui en fait le 11^{ème} plus important investisseur du pays. Les investissements suisses qui transitent par d'autres pays pour arriver en Inde ne sont pas compris dans ces statistiques. De fait, les investissements suisses effectifs sont certainement plus élevés que ce que les statistiques indiquent. Le stock de capital d'investissements directs suisses en Inde se situait à 6.0 milliards de francs suisses à fin 2017, selon les statistiques de la BNS²¹, contribuant à créer 85'992 emplois. Il y a plus de 250 entreprises suisses actives en Inde au travers de joint-ventures ou de succursales.

Une grosse partie des investissements suisses en Inde est faite dans l'ingénierie et les équipements industriels, les services (tourisme, finances, logistique, etc.), les instruments de précision, l'industrie des machines, la chimie et la pharma, l'électrique et l'électronique, la construction, tout comme les produits de consommation.

2.4 Tourisme et migration

Le tourisme se développe bien dans les deux pays. La Suisse jouit d'une haute popularité auprès des touristes indiens, notamment grâce aux films Bollywood tournés dans les Alpes suisses. En 2017, 739'185 des nuitées enregistrées en Suisse l'ont été par des touristes indiens²² (+23.4%). Afin d'atteindre le marché indien de manière optimale, Suisse Tourisme a ouvert un bureau à Mumbai.

Fin 2017, 717 citoyens suisses étaient annoncés en Inde²³, alors que 14'449 citoyens indiens faisaient partie de la population étrangère résidant en Suisse²⁴. Avec 1'881 visas de travail contingentés délivrés en 2017, l'Inde est le premier pays tiers au bénéfice de visas depuis

¹⁹ SERV, données pays Inde

²⁰ BNS; Embassy of Switzerland in India, Swiss-Indian Trade and Investment Relations, 2010.

²¹ BNS, Investissements directs suisses à l'étranger, fin 2017.

²² OFS, statistiques de l'hébergement touristique 2016, 21 février 2017.

²³ SEM – statistique des Suisses de l'étranger.

²⁴ SEM – statistique des étrangers.

plusieurs années. Environ 75% des autorisations concernent de la main-d'œuvre indienne active dans le secteur informatique. Avec environ 125'000 visas touristes délivrés par année, l'Inde figure (au même titre que la Chine) à la pointe de la statistique suisse dans l'attribution de cette catégorie de visas.

2.5 Dialogues sectoriels / Collaboration dans la recherche et l'aide au développement

La Commission économique mixte qui existe depuis 1959 est un instrument par lequel le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et les représentants de l'économie privée discutent des questions de nature économique avec les autorités indiennes. La 16^{ème} session a eu lieu à Delhi en février 2018 et la prochaine aura lieu à Berne au printemps 2019.

Depuis 2005, le DFAE conduit de manière régulière un dialogue politique avec l'Inde. La dernière rencontre a eu lieu en décembre 2017 à Delhi et a été menée par la Secrétaire d'Etat Pascale Baeriswyl côté suisse.

Le Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales (SIF) a établi un dialogue financier bilatéral avec l'Inde. Un MoU a été signé lors de la visite présidentielle indienne en Suisse en octobre 2011. La troisième et quatrième ronde se sont déroulées en juin 2016 et 2018 à Berne. Une déclaration conjointe d'introduire l'échange automatique d'informations (EAI) sur une base réciproque a été signée le 22 novembre 2016. Les deux pays récoltent des informations en accord avec le standard global EAI de l'OCDE depuis janvier 2018 et devraient commencer à se les échanger en automne 2019.

Depuis plusieurs années, la Suisse et l'Inde conduisent des discussions sur un paquet de négociations de 5 accords (également des MoU) dans le domaine de la migration et de la justice. L'Inde nomme ces discussions des 'Consular Talks' qui sont en fait un dialogue migratoire, dont il y a eu 4 rondes jusqu'à présent.

Swissnex India à Bangalore s'engage sur mandat du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) depuis 2010 pour la liaison de parties prenantes suisses et indiennes dans le domaine formation professionnelle et de la recherche.

La coopération au développement est présente en Inde depuis 1963. Le programme d'origine de réduction de la pauvreté s'est pérennisé avec un accent mis sur une collaboration avec l'Inde contre les effets négatifs du changement climatique et la promotion du secteur privé, dans le contexte de la durabilité augmentée du commerce et du développement. Tant la Direction pour la coopération au développement (DDC) que la collaboration au développement du SECO est engagée en Inde²⁵.

2.6 Dernières visites

- | | |
|------------|--|
| 2014, jan. | Rencontre de travail du CF Schneider-Ammann avec le ministre du commerce Sharma en marge du WEF |
| 2015, jan. | Rencontre bilatérale entre la CF Widmer-Schlumpf et le CF Schneider-Ammann et le ministre des finances Jaitley en marge du WEF à Davos |
| 2015, mai | Mission économie et innovation du CF Schneider-Ammann en Inde |
| 2016, juin | Rencontre de travail du Président de la Confédération Schneider-Ammann avec le Premier Ministre Narendra Modi à Genève |
| 2017, jan. | Rencontre bilatérale du CF Schneider-Ammann et de la ministre du commerce Sitharaman en marge du WEF à Davos |
| 2017, août | Visite d'Etat de la Présidente de la Confédération Leuthard en Inde |
| 2017, déc. | Rencontre bilatérale du CF Schneider-Ammann et du ministre du commerce Prabhu en marge de la rencontre ministérielle de l'OMC à Buenos Aires |
| 2018, jan. | Rencontre bilatérale du Président de la Confédération Berset avec le Premier Ministre Narendra Modi en marge du WEF à Davos |
| 2018, jan. | Rencontre bilatérale du CF Schneider-Ammann et du ministre du commerce Prabhu en marge du WEF à Davos |

²⁵ <http://www.swiss-cooperation.admin.ch/india/>

2.7 Chambres de commerce et autres institutions

Swiss-Indian Chamber of Commerce SICC

(www.sicc.ch)

Contacts en Suisse :

Carina Steiner
Executive Director, Administration
Swiss-Indian Chamber of Commerce (SICC)
Gutenbergstrasse 6
CH-8002 Zurich
Tel +41 44 289 94 95 - Email carina.steiner@sicc.ch

Contacts en Inde:

Lawrence D'Souza
CEO, SICC India
Business World Centre
4, St. Martin Road
Bandra (W)
400 050/Mumbai/India
larry.siccindia@gmail.com

Darshana Thaker
Assistant Manager
Business World Centre
4, St. Martin Road
Bandra (W)
400 050/Mumbai/India
darshana.siccindia@gmail.com

Swiss Business Hub à Mumbai

(<http://www.s-ge.com/switzerland/export/en/country/India>)

Fabian Stiefvater
Head of Swiss Business Hub India
c/o Consulate General of Switzerland, 502 Dalamal
House, 5th Floor, 206, Jamnalal Bajaj Marg, Nariman Point
400 021 Mumbai - +91 22 4343 56 00
fabian.stiefvater@eda.admin.ch, mum.sbhindia@eda.admin.ch